

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

5 janvier 2026

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Adopté

N° CF747

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

-----

**ARTICLE 12 QUATERDECIES**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe insoumis vise à supprimer cet article qui prévoit une baisse inique et contre-productive de la fiscalité sur les plus-values immobilières.

En effet, cet article diminue le taux global sur les plus-values immobilières de 36.2% à 15%. Selon les rédacteurs de cet article, cette baisse de la fiscalité permettrait de « fluidifier » le marché de l'immobilier.

Cet argument n'est en rien convaincant, et ce, à plusieurs titres :

- Baisser la fiscalité sur les plus-values permet précisément de les rendre plus rentables et participe ainsi à la spéculation immobilière. Celle-ci tire artificiellement vers le haut les prix de l'immobilier et rend l'accès à la primo-propriété encore plus compliquée, notamment pour les plus jeunes.

- Cette réduction de l'impôt est également de nature à favoriser les inégalités de patrimoines au profit de ceux qui possèdent déjà un nombre important de logements. Or, le logement est déjà fortement concentré en France : 24 % des ménages détiennent 70 % des logements présents sur le

marché. C'est cette sur-concentration, créant une rareté artificielle, qui explique la hausse des prix et l'immobilisme du marché de l'immobilier.

Ce n'est donc pas la fiscalité des plus-values immobilières qui augmente les prix immobiliers, bien au contraire ! Cet article va renforcer le phénomène qu'il dénonce, tout en favorisant les plus riches de notre pays ! Nous proposons donc logiquement sa suppression.